

NOTE ADMINISTRATIVE N° ____/2025
À l'attention des opérateurs miniers

Objet : Continuité réglementaire

- Article 215 de la loi n°25-12 du 9 Safar 1447 correspondant au 3 août 2025 régissant les activités minières ;
- Application transitoire du décret exécutif n°18-202 du 23 Dhou El Kaâda 1439 correspondant au 5 août 2018 fixant les modalités et procédures d'attribution des permis miniers, pour l'instruction des titres et autorisations miniers.

Références :

- Loi n°25-12 susvisée ci-dessus : article 215 (maintien transitoire des textes d'application) et article 216 (abrogation de la loi n°14-05 du 24 Rabie Ethani 1435 correspondant au 24 février 2014 portant loi minière) ;
- Décret exécutif n°18-202 susvisé ci-dessus : objet et champ (modalités et procédures d'attribution des permis miniers).

1) Objet et portée de la note

La présente note a pour objet de préciser, à titre d'information administrative, les conditions d'application des dispositions réglementaires existantes relatives au dépôt et à l'instruction des demandes de titres et autorisations miniers, durant la période transitoire consécutive à la publication de la loi n°25-12 susvisée ci-dessus, dans l'attente des textes réglementaires pris pour son application.

2) Principe de continuité réglementaire (article 215) et abrogation de la loi antérieure (article 216)

Il est rappelé que, conformément aux dispositions de l'article 215 de la loi n°25-12 susvisée ci-dessus, les textes pris en application de la loi n°14-05 susvisée ci-dessus, demeurent en vigueur jusqu'à la publication des textes d'application de la loi n°25-12 susvisée ci-dessus.

Il est également rappelé que la loi n°14-05 susvisée ci-dessus, est abrogée par l'article 216 de la loi n°25-12 susvisée ci-dessus.

Le maintien transitoire prévu par l'article 215 vise les textes d'application antérieurs (procédures et modalités), lesquels continuent d'être mis en œuvre jusqu'à leur remplacement par les textes d'application de la loi n°25-12 susvisée ci-dessus.

3) Application transitoire du décret exécutif n°18-202 (référentiel procédural)

Le décret exécutif n° 18-202 susvisé ci-dessus, demeure utilisé, à titre transitoire, comme référentiel de procédure (réception, complétude, instruction) pour le traitement des demandes, dans l'attente des textes d'application de la loi n°25-12 susvisée ci-dessus.

4) Modalités procédurales communes issues du décret n°18-202 susvisée ci-dessus (dépôt – complétude – instruction)

Sans préjudice des pièces spécifiques à chaque catégorie de titre ou d'autorisation miniers, les opérateurs sont informés que le décret exécutif n°18-202 susvisé ci-dessus, encadre notamment les exigences procédurales suivantes :

4.1. Dépôt de la demande

- La demande de permis minier doit être conforme au décret et établie sur le formulaire correspondant (annexes I-1 à I-6) ;
- Elle est déposée auprès de l'autorité administrative compétente en quatre (4) exemplaires, accompagnée d'un dossier dont la composition est précisée par les annexes II et III ;
- En cas de périmètre s'étendant sur plusieurs wilayas, le nombre d'exemplaires est multiplié par le nombre de wilayas concernées.

4.2. Réception et récépissé

Les services habilités réceptionnent le dossier et établissent un récépissé de dépôt.

4.3. Contrôle de complétude (existence matérielle des pièces)

L'autorité administrative compétente procède à la vérification de l'existence matérielle des documents exigés et notifie :

- Soit la régularité du dossier pour instruction ;
- Soit une liste de documents manquants, à fournir dans un délai de deux (2) mois.

4.4. Instruction sur le fond

Les dossiers déclarés complets, conformes et recevables, couvrant les aspects techniques, économiques et environnementaux, sont instruits sur le fond pour décision.

5) Règle d'articulation avec la loi n°25-12 susvisée ci-dessus

Il est rappelé que l'application transitoire du décret exécutif n°18-202 susvisé ci-dessus, s'effectue sans préjudice des dispositions de la loi n°25-12 susvisée ci-dessus, lesquelles s'imposent en tant que norme législative.

En conséquence :

- Les opérateurs déposent leurs demandes en se conformant aux formes, pièces et séquences procédurales décret exécutif n°18-202 susvisé ci-dessus,

tant que les textes d'application de la loi n°25-12 susvisée ci-dessus, ne sont pas publiés ;

- Toute exigence, condition ou règle issue directement de la loi n°25-12 susvisée ci-dessus, doit être prise en compte, l'article 215 n'ayant pas pour effet de maintenir une pratique contraire au cadre légal nouveau.

6) Diligences attendues des opérateurs

Il y a lieu, pour les opérateurs :

- De constituer des dossiers conformes aux exigences de dépôt, de complétude et de forme (formulaire, quatre (4) exemplaires, récépissé, délai de deux (2) mois pour complément, dossier couvrant les aspects techniques / économiques / environnementaux) ;
- De se référer aux canevas et annexes applicables (annexes I, II et III du décret exécutif n°18-202 susvisé ci-dessus) lors de la préparation des dossiers ;
- De se rapprocher de l'autorité administrative compétente, notamment l'agence nationale des activités minières (ANAM), en cas de difficulté d'articulation, afin de sécuriser la conformité des demandes au régime transitoire.

7) Disposition finale

La présente note est établie à titre d'information administrative. Seuls les textes législatifs et réglementaires en vigueur font foi.

Fait à Alger, le 17/12/2025.

Le Président du Comité de Direction